

Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: - (1985)

Heft: 774

Rubrik: DP

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Matériellement et formellement

Coïncidence des chiffres: la commission du Conseil des Etats a consacré quinze séances à la lecture — première lecture — de la loi d'harmonisation fiscale et de la loi sur l'impôt fédéral direct. Les cantons, eux, avaient mis quinze ans pour définir une loi cadre. Willi Ritschard, conseiller d'Etat soleurois, avait lancé les travaux avant les années septante. Depuis...

Sous cette lenteur qui semble de l'impuissance, un pas important vers la centralisation a été franchi, sanctionné par l'adoption de l'article constitutionnel 42 quinquies qui donne à la Confédération la compétence d'«harmoniser» les fiscalités des cantons et des communes.

De fait, la compétence première a passé entre les mains de la Confédération. Du moins, selon l'article premier de la loi d'application que précise abusivement à l'alinéa 2: «Lorsqu'elle [la loi] ne prévoit pas de réglementation, les impôts cantonaux et communaux sont établis en vertu du droit cantonal.»

Le champ d'application fiscal cantonal et communal (il faut souligner ce cas exceptionnel: la Confédération prétend régler directement, sans passer par l'intermédiaire cantonal, les affaires communales) est donc désormais défini comme celui qui n'est pas réglé et épuisé par la loi fédérale.

L'HARMONISATION DANS LA PRATIQUE

Certes, la Constitution fédérale, ainsi aménagée et interprétée, n'autorise pas la Confédération à légiférer sur la fixation des barèmes, les taux et les montants exonérés d'impôts. Mais on en a conclu un peu vite que l'harmonisation serait purement formelle.

En réalité, les dispositions harmonisées ont des conséquences matérielles. Par exemple pour les personnes morales: est-ce que l'impôt fédéral, can-

tonal, communal sera déductible, fera partie des charges, justifiées par l'usage commercial? La loi d'harmonisation prévoit que tel sera le cas (article 1), tout en précisant (alinéa 4) que les cantons peuvent disposer du contraire (sic). Admettons que les Chambres fédérales décident de biffer l'alinéa 4 au nom de la logique et du bon sens — on n'harmo-nise pas en disant deux choses contradictoires dans le même article! — les conséquences matérielles seront importantes.

Même le passage, innocent en apparence, à la taxation annuelle «postnumerando» aura pour effet de rendre plus sensibles les effets fiscaux de l'inflation: on ne paiera plus avec des francs dévalorisés (selon le taux d'inflation) l'impôt dû sur des revenus acquis trois ans plus tôt et qui avaient un pouvoir d'achat supérieur.

CRITÈRES POLITIQUES

Les risques sont dès lors grands de voir les Chambres fédérales, disposant désormais de la compétence première, chercher à infléchir, soit par le biais de l'impôt fédéral direct, soit par la loi d'harmonisation, la fiscalité en fonction de critères politiques.

L'article 3 prévoit que le revenu et la fortune des époux s'additionnent. Un amendement adopté dans les deux Chambres suffirait pour un changement à 180°: le revenu et la fortune *ne* s'additionnent *pas...*

Mais à en juger par les travaux de la commission des Etats, les milieux économiques, dans le lointain feutré des commissions fédérales seraient bien placés pour songer d'abord à leur propre charité et pour arracher des avantages particuliers.

C'est ainsi qu'on a vu ressurgir la rengaine de la double imposition des bénéfices des sociétés anonymes: une fois dans la société, une fois chez l'actionnaire. D'ores et déjà est prévue par la commission une déduction, dite du «dividende normal». C'est une notion floue en soi puisque le propre d'un dividende est d'être lié aux aléas de l'entreprise; et on fait oublier du même coup que

l'impôt dû par la société est et sera en droit fédéral déductible au titre de charge commerciale et que l'actionnaire jouira en droit cantonal harmonisé et en droit fédéral d'un avantage appréciable ainsi libellé: «Sont exonérés sur le revenu [de l'impôt]: la distribution d'actions gratuites, l'augmentation gratuite de la valeur nominale des actions et le produit de l'aliénation des droits de souscription.» On voit donc se mettre en place, à la faveur des lois centralisées, une politique précise:

- a) allégements dits «sociaux», concernant aussi les revenus élevés et représentant des montants importants, permettant de maintenir la pression sur le budget fédéral (sauf, bien sûr, sur l'armée et l'agriculture);
- b) avantages marqués aux entreprises, aux actionnaires, aux propriétaires.

Le «social» a) permettra de faire passer les avantages particuliers, b) sans crainte d'un référendum. A suivre donc. Au Conseil des Etats en 1986; puis au Conseil national... en 1988. Pour fêter les vingt ans du début des travaux. Que Dieu vous prête vie.

A. G.

DP

Dans notre dernier numéro, nous publions une lettre que nous venions de recevoir de Paul-Abram Meylan qui avait à cœur de rectifier des informations radiophoniques sur les origines des luttes syndicales dans notre pays. Comme d'habitude, quelques mots précis, documentés à bonne source — et pour cause: P.-A. Meylan avait été pendant quarante ans président de la section Ftmh de la Vallée de Joux: tout à fait indiqués pour les lecteurs de DP! Mais ce message avait un poids supplémentaire, et que rien ne laissait deviner dans l'écriture, à plus de quatre-vingts ans, toujours aussi nette et claire: ces lignes étaient les dernières de leur auteur, mort subitement dimanche matin 5 mai à L'Orient. La mémoire ouvrière de Paul-Abram Meylan, sa combativité nous manqueront.